Etats-Unis : peu importe à quel point ils essaient d'écoper, le bateau des Démocrates va couler.

écrit par Christine Tasin | 13 octobre 2021

En prévision de la raclée de 2022, les Démocrates s'accusent mutuellement

Au cours des élections de mi-mandat du 8 novembre 2022, 435 sièges de la Chambre des Représentants et 34 des 100 sièges du Sénat seront contestés. Il y aura aussi trente-neuf élections au poste de gouverneur d'un État ou d'un territoire et de nombreuses autres élections locales et d'États. Même si certains États acquis aux Démocrates vont continuer à envoyer des bulletins par correspondance qui facilitent la fraude, il sera pratiquement impossible de tricher à la même échelle qu'en 2020, alors qu'il suffisait de programmer les machines Dominion pour remplacer le nom de Donald Trump par celui de Joe Biden. Trafiquer les noms pour de si nombreux sièges n'est tout simplement pas faisable. Les Républicains vont devoir surveiller l'arrivée des bulletins par correspondance surtout dans les États-charnières.

Pour les lecteurs de Dreuz, j'ai traduit l'article de Brandon Morse, paru sur le site de RedState, le 11 octobre.

****

Défaite anticipée : Les Démocrates se montrent déjà du doigt pour les pertes à venir des élections de mi-mandat

Les Démocrates sont sur un train à grande vitesse qui va droit au désastre lors des prochaines élections de mi-mandat et ils le savent. Ils le savent si bien qu'ils rejettent déjà la faute sur les membres de leur propre parti.

Selon le journal *The Hill*, les élections de mi-mandat de 2022 semblent de plus en plus devoir donner une victoire massive au GOP.

À l'approche des élections de mi-mandat, les divisions au sein du Parti Démocrate deviennent de plus en plus évidentes. Les

différences entre les Démocrates les plus modérés et l'extrémisme croissant au sein des gauchistes les plus radicaux du parti sont apparentes, et ils ont commencé à se montrer du doigt pour une défaite qui n'a même pas encore eu lieu.

Par exemple, une partie du problème réside dans le fait que la gauche dure bloque le Projet de loi sur les infrastructures, ce que les Démocrates modérés considèrent comme un moyen certain de mécontenter les électeurs centristes, tandis que les gauchistes ne subiront aucun contrecoup, étant en sécurité dans les districts acquis aux Démocrates de la gauche dure.

Les radicaux veulent le Projet de loi de dépenses sociales de 3.5 trillions (dit de «réconciliation») avant toute autre chose, et tiennent le Projet de loi sur les infrastructures en otage jusqu'à ce que le Projet de loi de «réconciliation» soit adopté.

« *Il est très risqué de retourner dans son district et de dire aux gens que l'on a voté «non» à un financement de 1,2 trillion de dollars pour les infrastructures* », a déclaré le Représentant Vicente Gonzalez, un Démocrate « Blue Dog » (centriste).

Selon *The Hill,* les radicaux voient les choses différemment :

« *Les gauchistes ont une vision complètement différente. Ils considèrent qu'ils se battent pour le programme de Joe Biden et affirment que la base gauchiste du parti n'aura aucune raison de soutenir les Démocrates gauchistes ou centristes, à moins que les législateurs ne mettent en œuvre de véritables changements à un moment où ils ont le contrôle de la Maison Blanche et des deux chambres du Congrès.*»

En d'autres termes, ils pensent que c'est le moment ou jamais de faire passer des parties extrémistes de l'ordre du jour, étant donné le peu de temps dont ils disposent. Cela montre clairement que même eux savent qu'ils n'ont plus beaucoup de temps avant que le pouvoir des Démocrates ne soit réduit à néant.

La Représentante gauchiste d'un district du Minnesota (qui est aussi une des dirigeantes du Congressional Progressive

Caucus), Ilhan Omar, a résumé la position des radicaux :
« *L'inaction est une folie… Tenter de démolir l'agenda de son parti est une folie. … Perdre la majorité à la Chambre et au Sénat, c'est de la folie. Être sain d'esprit, c'est essayer de faire tout ce que l'on peut pour se mettre à la table des négociations, négocier de bonne foi, ne pas rompre les accords et tenir au nom du peuple américain les promesses que nous avons faites.* »
La frustration des modérés à ce sujet a été bien exprimée par la Représentante d'un district de la Virginie, Abigail Spanberger :
« *Nous sommes maintenant arbitrairement en train d'attendre jusqu'à un certain point dans le futur pour passer un autre projet de loi qui est en dehors de l'infrastructure physique. Et donc, maintenant, ces projets de loi sont liés. On avait parlé de double voie ; double voie signifie deux. Maintenant, ils sont, je suppose, sur le même wagon exactement*».
Les deux camps de cette guerre civile démocrate vivent dans une sorte d'illusion. Les Démocrates modérés ne seront pas sauvés par l'adoption du Projet de loi sur l'infrastructure et les radicaux n'obtiendront pas leur Projet de loi de dépenses sociales avec des Démocrates modérés au Sénat comme Joe Manchin (Virginie-Occidentale) et Kyrsten Sinema (Arizona) qui s'opposent aux tentatives extrêmes de la gauche.
En fait, leur plus gros problème n'est pas les projets de loi non adoptés, mais leur leader de plus en plus impopulaire, le président Joe Biden. Ses sondages en baisse constante annoncent la débâcle du parti.
Avec les échecs qui s'accumulent, de l'économie à l'Afghanistan, en passant par la crise frontalière, et maintenant les attaques contre les parents de la part de son propre Ministre de la Justice, à cause de leur opposition aux pratiques éducatives radicalisées dans les écoles, Biden s'est probablement condamné lui-même et tout son parti avec lui.
Peu importe à quel point ils essaient d'écoper, le bateau des Démocrates va couler.
Reproduction autorisée avec la mention suivante : ©

Traduction de Magali Marc (@magalimarc15) pour Dreuz.info.
Source : Redstate